

Vu la proposition du Conseil d'administration de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 18 décembre 2018 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2016 autorisant l'organisation de masters en langue anglaise, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019, est ajouté un 28<sup>e</sup> rédigé comme suit : « 28<sup>e</sup> Master in molecular microbiology (120 crédits) pour l'UNamur ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020.

**Art. 3.** Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41645]

**8 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2016 waarbij de organisatie van masters in de Engelse taal toegelaten wordt**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 75, § 2, laatste lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2016 waarbij de organisatie van masters in de Engelse taal toegelaten wordt;

Gelet op het voorstel van de Raad van bestuur van ARES van 18 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2016 waarbij de organisatie van masters in de Engelse taal toegelaten wordt, zoals gewijzigd bij het besluit van 12 april 2019, wordt een punt 28<sup>e</sup>, luidend als volgt, toegevoegd:

“28<sup>e</sup> Master in molecular microbiology (120 studiepunten) voor UNamur”.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2019-2020.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41532]

**15 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au projet pour l'enfant**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 24, alinéa 5, et l'article 41;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'avis n° 178 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 25 mars 2019;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n° 65.921/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2019, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2<sup>e</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'aide et la protection poursuivent des objectifs d'éducation, de responsabilisation, d'émancipation et d'insertion sociale (article 1er, 6<sup>e</sup>, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse);

Que l'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci étant l'exception (article 1er, 10<sup>e</sup>, alinéa 1er, du décret précité);

Qu'en cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt de l'enfant, il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents et la possibilité d'un retour auprès de ses parents est évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement (article 1er, 10<sup>e</sup>, alinéa 2, du décret précité);

Que l'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents (article 1er, 10<sup>e</sup>, alinéa 3, du décret précité);

Considérant que le conseiller de l'aide à la jeunesse ne prend aucune mesure d'aide individuelle sans avoir préalablement convoqué et entendu les personnes intéressées à l'aide, sauf en cas d'impossibilité dûment établie, en vertu de l'article 22, alinéa 1er, du décret précité;

Que le directeur de la protection de la jeunesse ne prend aucune décision de protection individuelle sans avoir préalablement convoqué et entendu les personnes intéressées, sauf en cas d'impossibilité dûment établie, en vertu de l'article 40, alinéa 1er, du décret précité;

Que le législateur a estimé que la notion de « personnes intéressées » doit être comprise au sens le plus large possible, de manière à ce que puissent être entendues toutes les personnes qui ont noué un lien affectif avec l'enfant (commentaire de l'article 22 du décret précité);

Considérant qu'un projet pour l'enfant doit être établi pour chaque enfant bénéficiant d'une mesure d'aide ou de protection, en vertu des articles 24 et 41 du décret précité, et qu'un projet doit donc être établi pour chaque enfant même lorsqu'il s'agit d'une fratrie;

Considérant que le projet pour l'enfant établi par le conseiller de l'aide à la jeunesse et les modifications qu'il apporte à ce projet doivent être approuvées par écrit par l'enfant, s'il est âgé d'au moins quatorze ans ou s'il est âgé d'au moins douze ans et est assisté par un avocat, ainsi que par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, en vertu de l'article 24, alinéa 2, du décret précité;

Que le directeur de la protection de la jeunesse doit établir ou modifier le projet pour l'enfant en concertation avec l'enfant et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, en vertu de l'article 41, alinéa 2, du décret précité;

Considérant que, en vertu de l'article 9 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les projets éducatifs individualisés des services mandatés qui prennent l'enfant en charge tiennent compte du projet pour l'enfant;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « décret » le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

**Art. 2.** Le projet pour l'enfant comprend une première rubrique intitulée « Informations générales », contenant au moins les éléments suivants :

1<sup>o</sup> numéro du dossier tel que référencé auprès du conseiller ou du directeur;

2<sup>o</sup> nom, prénom, lieu et date de naissance, nationalité et adresse des personnes intéressées;

3<sup>o</sup> nom et prénom du conseiller ou du directeur en charge du dossier au moment de l'établissement du projet pour l'enfant ainsi que de l'agent de son service délégué à la préparation de ce projet;

4<sup>o</sup> relevé chronologique des décisions administratives et judiciaires concernant l'enfant comprenant :

a) la ou les mesure(s) d'aide prise(s) en vertu de l'article 35, § 4, du décret;

b) la ou les mesure(s) de protection prise(s) par le tribunal de la jeunesse;

c) la ou les décision(s) du directeur prise(s) en vertu de l'article 53, § 1er, du décret;

d) la ou les décision(s) prise(s) par le tribunal de la jeunesse suite à une procédure en contestation d'une décision du conseiller ou du directeur visée aux articles 36 et 54 du décret;

e) la ou les accord(s) homologué(s) par le tribunal de la jeunesse en vertu de l'article 53, § 4 ou § 5, du décret;

f) la ou les décision(s) judiciaire(s) concernant l'enfant jugées pertinentes au regard du projet pour l'enfant;

le ou les projet(s) éducatif(s) individualisé(s) établi(s) par le ou les service(s) mandaté(s) en vertu de l'article 9 de l'arrêté du 5 décembre 2018.

**Art. 3.** Le projet pour l'enfant comprend une deuxième rubrique intitulée « Contexte ».

Cette rubrique reconstitue l'histoire chronologique de l'enfant et de sa famille et présente son environnement familial et social, en s'appuyant sur le parcours administratif et judiciaire de l'enfant dans lequel le projet s'inscrit.

**Art. 4.** Le projet pour l'enfant comprend une troisième rubrique intitulée « Besoins, attentes et ressources de l'enfant ».

Cette rubrique fait apparaître les besoins spécifiques de l'enfant en termes de développement physique, psychique, affectif, intellectuel et social ainsi que ses attentes et ressources.

Elle est établie en prenant en compte les points de vue exprimés par :

1<sup>o</sup> l'enfant;

2<sup>o</sup> les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard de l'enfant;

3<sup>o</sup> les autres personnes intéressées;

4<sup>o</sup> les personnes dont l'éclairage est jugé utile par le conseiller ou le directeur.

**Art. 5.** Le projet pour l'enfant comprend une quatrième rubrique intitulée « Besoins, attentes et ressources des parents de l'enfant ».

Cette rubrique est établie en prenant en compte les points de vue exprimés par :

1° les parents de l'enfant;

2° les personnes dont l'éclairage est jugé utile par le conseiller ou le directeur.

**Art. 6.** Le projet comprend une cinquième rubrique intitulée « Vision commune du projet pour l'enfant et plan d'actions ».

Cette rubrique met en évidence les convergences qui se dégagent de la réflexion de l'enfant, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et du conseiller ou du directeur.

Cette vision commune est traduite en un plan d'actions destiné à répondre aux besoins identifiés, défini par le conseiller, en accord avec l'enfant et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, ou par le directeur en concertation avec lesdites personnes.

Lorsque le projet pour l'enfant est établi par le directeur et qu'une vision commune n'a pas pu être déterminée, il mentionne dans cette rubrique les divergences principales qui expliquent l'absence de vision commune.

**Art. 7.** Le projet pour l'enfant est évalué au moins avant chaque renouvellement de la mesure d'aide ou de la mesure de protection et est adapté si cela s'avère nécessaire suite à l'évaluation.

**Art. 8.** Pour l'enfant qui fait déjà l'objet d'une mesure d'aide ou de protection à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, un projet pour l'enfant est établi dès lors que la mesure est renouvelée.

**Art. 9.** Le ministre établit un guide d'élaboration du projet pour l'enfant, qui comprend un modèle standardisé, et détermine le délai dans lequel le projet pour l'enfant est établi.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

**Art. 11.** Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,  
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

---

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41532]

#### 15 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het project voor het kind

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 24, vijfde lid, en artikel 41;

Gelet op de "gendertest", op 30 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 7 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 178 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, verleend op 25 maart 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;

Gelet op het advies nr. 65.921/2 van de Raad van State, op 6 mei 2019 verleend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat hulp en bescherming doelstellingen nastreven op het gebied van opvoeding, responsabilisering, emancipatie en maatschappelijke inschakeling (artikel 1, 6°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming);

Dat deze hulp en bescherming hoofdzakelijk plaatsvinden in de leefomgeving, met als uitzondering de verwijdering van deze (artikel 1, 10°, eerste lid, van voormeld decreet);

Dat in geval van verwijdering, tenzij het belang van het kind zich daartegen verzet, bijzondere aandacht wordt besteed aan de eerbiediging van zijn recht om persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn ouders te onderhouden en de mogelijkheid om naar zijn ouders terug te keren regelmatig wordt geëvalueerd om de duur van de verwijdering zo kort mogelijk te houden (artikel 1, 10°, tweede lid, van voormeld decreet);

Dat de hulp en bescherming ervoor zorgen dat het recht en de plicht van de ouders inzake opvoeding worden geëerbiedigd en bevorderd (artikel 1, 10°, derde lid, van voormeld decreet);

Overwegende dat de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd geen enkele individuele steunmaatregel neemt zonder de betrokken personen vooraf bijeen te roepen en te horen, behalve in geval van een naar behoren vastgestelde onmogelijkheid, krachtens artikel 22, lid 1, van voornoemd decreet;

Dat de directeur voor hulpverlening aan de jeugd geen beslissing neemt over de individuele bescherming zonder de betrokken personen vooraf bijeen te roepen en te horen, behalve in geval van een naar behoren vastgestelde onmogelijkheid overeenkomstig artikel 40, lid 1, van bovengenoemd decreet;

Dat de wetgever van oordeel was dat het begrip "belanghebbenden" in de ruimst mogelijke zin moet worden opgevat, zodat alle personen die een emotionele band met het kind hebben, gehoord kunnen worden (commentaar op artikel 22 van voormeld decreet);

Overwegende dat een project voor het kind moet worden vastgesteld voor elk kind dat krachtens de artikelen 24 en 41 van voormeld decreet een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel geniet, en dat er dus voor elk kind een project moet worden vastgesteld, zelfs als het een broer of zus is;

Overwegende dat het door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd opgestelde project voor het kind en de wijzigingen die hij daarin aanbrengt, schriftelijk moeten worden goedgekeurd door het kind, indien hij minstens veertien jaar of minstens twaalf jaar oud is en wordt bijgestaan door een advocaat, alsmede door de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, krachtens artikel 24, tweede lid, van bovengenoemd decreet;

Dat de directeur voor hulpverlening aan de jeugd het project voor het kind in overleg met het kind en de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen, krachtens artikel 41, tweede lid, van voormeld decreet moet vaststellen of wijzigen;

Overwegende dat, krachtens artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de geïndividualiseerde opvoedkundige projecten van de gemandateerde diensten die belast zijn met de opvang van het kind rekening houden met het project voor het kind;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "decreet" verstaan het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

**Art. 2.** Het project voor het kind omvat een eerste rubriek, met als opschrift "Algemene informatie", die ten minste de volgende elementen bevat:

1° het dossiernummer zoals vermeld door de adviseur of de directeur;

2° de naam, voornaam, geboorteplaats en -datum, nationaliteit en het adres van de betrokken personen;

3° de naam en voornaam van de adviseur of directeur die ten tijde van de vaststelling van het project voor het kind verantwoordelijk was voor het dossier en de ambtenaar van zijn afdeling die belast is met de voorbereiding van het project;

4° een chronologisch overzicht van de administratieve en gerechtelijke beslissingen betreffende het kind met inbegrip van:

a) de krachtens artikel 35, § 4, van het decreet genomen steunmaatregel(en);

b) de door de Jeugdrechtbank genomen beschermingsmaatregel(en);

c) de beslissing(en) van de directeur, genomen krachtens artikel 53, § 1, van het decreet;

d) de beslissing(en) van de Jeugdrechtbank na een procedure tegen een beslissing van de adviseur of de directeur bedoeld in de artikelen 36 en 54 van het decreet;

e) de overeenkomst(en) goedgekeurd door de Jeugdrechtbank overeenkomstig artikel 53, § 4 of § 5 van het decreet;

f) de rechterlijke beslissing(en) betreffende het kind die relevant wordt (worden) geacht voor het project voor het kind;

g) het (de) geïndividualiseerde onderwijsproject(en) dat (die) is (zijn) opgezet door de dienst(en) waartoe opdracht is (zijn) gegeven op grond van artikel 9 van het besluit van 5 december 2018.

**Art. 3.** Het project voor het kind omvat een tweede rubriek, met als opschrift "Achtergrond".

Deze rubriek reconstrueert de chronologische geschiedenis van het kind en zijn familie en presenteert zijn familie en sociale omgeving, gebaseerd op de administratieve en juridische achtergrond van het kind waarop het project steunt.

**Art. 4.** Het project voor het kind omvat een derde rubriek, met als opschrift "Behoeften, verwachtingen en middelen van het kind".

Deze rubriek belicht de specifieke behoeften van het kind op het gebied van fysieke, psychologische, emotionele, intellectuele en sociale ontwikkeling, evenals zijn verwachtingen en middelen.

Ze wordt vastgesteld door rekening te houden met de standpunten van:

1° het kind;

2° de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen;

3° andere belangstellenden;

4° de personen wier benadering van de toestand door de adviseur of de directeur nuttig wordt geacht.

**Art. 5.** Het project voor het kind omvat een vierde rubriek, met als opschrift "Behoeften, verwachtingen en middelen van de ouders van het kind".

Deze rubriek wordt vastgesteld door rekening te houden met de standpunten uitgedrukt door:

1° de ouders van het kind;

2° de personen wier benadering van de toestand door de adviseur of directeur nuttig wordt geacht.

**Art. 6.** Het project omvat een vijfde rubriek, met als opschrift "Gemeenschappelijke visie op het project voor het kind en actieplan".

In deze rubriek wordt de nadruk gelegd op de convergentiepunten die voortvloeien uit de bedenking van het kind, de personen die het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen en de adviseur of directeur.

Deze gemeenschappelijke visie wordt vertaald in een actieplan dat tegemoetkomt aan de vastgestelde behoeften en dat is vastgesteld door de adviseur, in overleg met het kind en de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, of door de directeur in overleg met de genoemde personen.

Wanneer het project voor het kind wordt opgezet door de directeur en er geen gemeenschappelijke visie kon worden bepaald, vermeldt het in deze rubriek de belangrijkste onenigheden die het gebrek aan een gemeenschappelijke visie verklaren.

**Art. 7.** Het project voor het kind wordt minstens vóór elke verlenging van de ondersteunings- of beschermingsmaatregel beoordeeld en wordt zo nodig na de evaluatie aangepast.

**Art. 8.** Voor een kind dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds het voorwerp uitmaakt van een hulpverlenings- of beschermingsmaatregel, wordt een project voor het kind opgezet zodra de maatregel wordt verlengd.

**Art. 9.** De Minister stelt een leidraad op voor de ontwikkeling van het project voor het kind, die een gestandaardiseerd model bevat, en bepaalt de termijn waarbinnen het project voor het kind moet worden opgesteld.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitiehuizen,  
Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41553]

**15 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la consultation et de la délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 27, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, et l'article 44, alinéas 1<sup>er</sup> et 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1998 fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2019;

Vu l'avis n° 177 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 25 mars 2019;

Vu la concertation prévue par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relativ à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières;

Vu l'avis n° 65.922/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en principe, l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent prendre connaissance de toutes les pièces du dossier du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse (article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, et article 44, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse);

Considérant que, toutefois, le conseiller et le directeur peuvent refuser la consultation ou la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier si l'intérêt de l'enfant l'exige (article 27, alinéa 2, et article 44, alinéa 2, du décret précité);

Considérant que les membres de la famille de l'enfant sont d'une part les personnes avec qui l'enfant est dans un lien de filiation, c'est-à-dire ses parents et grands-parents, et d'autre part le tuteur et le protateur (article 2, 16<sup>o</sup>, du décret précité);

Considérant que les familiers sont les personnes avec lesquelles l'enfant a des liens affectifs ou sociaux, telles que déterminées par le conseiller ou le directeur, en concertation avec l'enfant, et que les accueillants familiaux sont sans exception des familiers (article 2, 15<sup>o</sup>, du décret précité);

Considérant que lors de la communication des pièces, le conseiller, le directeur ou l'agent de leur service délégué à cet effet fournit au demandeur les explications et les commentaires nécessaires et veille particulièrement à offrir à l'enfant qui consulte les pièces de son dossier un accompagnement approprié, tenant compte de son degré de maturité et des informations contenues dans son dossier (article 27, alinéa 3, et article 44, alinéa 3, du décret);

Considérant que l'avocat de l'enfant peut consulter toutes les pièces du dossier du conseiller ou du directeur, à l'exception des pièces communiquées par les autorités judiciaires qui portent la mention « confidentiel »; qu'en effet, comme le relève le Conseil d'Etat dans l'avis qu'il a rendu sur le projet d'arrêté, le refus de consulter certaines pièces du dossier « n'est pas concevable lorsqu'il s'applique à l'avocat de l'enfant lui-même »;

Considérant que le Gouvernement entend assouplir les conditions pratiques d'accès au dossier du conseiller et du directeur;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne les demandes introduites par les bénéficiaires de l'aide ou de la protection, en particulier la demande de l'enfant lui-même, et les demandes introduites par des avocats autres que celui de l'enfant, il faut laisser le temps au conseiller ou au directeur d'examiner la demande afin de vérifier si l'intérêt de l'enfant n'exige pas de refuser la consultation de certaines pièces et, dans le cas d'une demande introduite par un familier, de vérifier que celui-ci est bien concerné par la mesure;

Considérant que, conformément à la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, la décision du conseiller ou du directeur de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier doit être écrite et motivée;

Considérant que l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure ainsi que leur avocat peuvent obtenir gratuitement une copie des pièces qu'ils consultent (article 27, alinéa 4, et article 44, alinéa 4, du décret);

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Dispositions applicables à l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure*

**Section 1<sup>ère</sup>.** — Consultation du dossier du conseiller et du directeur

**Article 1<sup>er</sup>.** L'enfant, le membre de sa famille ou le familier concerné par la mesure qui souhaite prendre connaissance des pièces du dossier du conseiller ou du directeur en fait la demande au service de l'aide à la jeunesse ou au service de la protection de la jeunesse, par courrier postal ou électronique, par téléphone ou en personne à l'accueil du service.

Si le demandeur souhaite également obtenir copies des pièces qu'il aura consultées, il peut le mentionner dans la même demande.

Lorsque la demande est faite en personne à l'accueil du service, elle est transcrise dans un formulaire-type dont une copie est remise immédiatement au demandeur.

Lorsque la demande est faite par téléphone, elle est transcrise dans un formulaire-type dont une copie est envoyée au demandeur le jour ouvrable qui suit la demande.

La demande est consignée dans un registre.

**Art. 2.** Dans les trois jours ouvrables qui suivent la demande, le service prend contact avec le demandeur afin de convenir du lieu, de la date et de l'heure de la consultation du dossier.

Les modalités pratiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont confirmées par écrit au demandeur, selon le moyen qu'il choisit.

La consultation du dossier a lieu dans les sept jours ouvrables qui suivent la demande.

Il est tenu compte de l'urgence, pour autant que celle-ci soit motivée dans la demande et que les motifs invoqués le justifient.

Lors de la consultation du dossier, le demandeur est accompagné par le conseiller ou le directeur ou par l'agent qu'il désigne, de préférence l'agent en charge de la situation.

**Art. 3.** Lorsque l'enfant qui demande la consultation de son dossier est assisté par un avocat, le service informe l'enfant de la possibilité de se faire accompagner de son avocat lors de la consultation et informe l'avocat de la demande de consultation.

**Art. 4.** Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est remise et expliquée au demandeur au début de la consultation du dossier.

Si le demandeur qui se voit refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier est assisté d'un avocat, une copie de la décision est adressée à ce dernier.

**Section 2.** — Délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller et du directeur

**Art. 5.** L'enfant, le membre de sa famille ou le familier concerné par la mesure peut demander copies de pièces du dossier conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ou au moment de la consultation du dossier.

**Art. 6.** Les copies des pièces demandées sont remises, autant que possible, en mains propres au demandeur à l'issue de la consultation du dossier.

A défaut, les copies des pièces sont envoyées au demandeur par courrier postal ou électronique, selon son choix, dans les deux jours ouvrables de la consultation du dossier.

**CHAPITRE 2.** — *Dispositions applicables à l'avocat*

**Section 1<sup>ère</sup>.** — Consultation du dossier du conseiller et du directeur

**Art. 7.** L'avocat de l'enfant peut consulter le dossier du conseiller ou du directeur en se présentant en personne à l'accueil du service, sans demande préalable.

**Art. 8.** L'avocat d'un membre de la famille de l'enfant ou d'un familier concerné par la mesure qui souhaite prendre connaissance des pièces du dossier du conseiller ou du directeur en fait la demande conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

L'avocat peut consulter le dossier sur place à partir du sixième jour ouvrable qui suit la demande.

Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la consultation d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est communiquée à l'avocat dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

Si l'avocat invoque l'urgence dans sa demande de consultation et que les motifs invoqués le justifient, il peut consulter le dossier sur place à partir du troisième jour ouvrable qui suit la demande et la décision de refus visée à l'alinéa 3 est notifiée dans les deux jours ouvrables.

**Section 2.** — Délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller et du directeur

**Art. 9.** L'avocat de l'enfant peut demander copies des pièces du dossier lorsqu'il consulte le dossier sur place ou par courrier postal ou électronique.

Les copies demandées par l'avocat lui sont remises en mains propres au moment de la consultation du dossier sur place ou par courrier électronique au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

L'avocat peut également prendre copie des pièces par ses propres moyens de reproduction.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** L'avocat d'un membre de la famille de l'enfant ou d'un familier concerné par la mesure peut demander copies des pièces du dossier :

1° dans sa demande de consultation du dossier conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

2° au moment de la consultation du dossier;

3° par courrier électronique, indépendamment d'une demande de consultation du dossier.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les copies demandées par l'avocat lui sont remises en mains propres au moment de la consultation du dossier sur place ou par courrier électronique au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

L'avocat peut également prendre copie des pièces par ses propres moyens de reproduction.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les copies demandées par l'avocat lui sont envoyées par courrier électronique dans les cinq jours ouvrables qui suivent la demande.

Si l'avocat invoque l'urgence dans sa demande de communication de pièces et que les motifs invoqués le justifient, les copies demandées lui sont envoyées dans les deux jours ouvrables.

Lorsque le conseiller ou le directeur décide de refuser la communication d'une ou plusieurs pièces du dossier, sa décision est communiquée à l'avocat dans les mêmes délais.

### CHAPITRE 3. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 11.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 1998 fixant les modalités de la consultation des pièces du dossier du conseiller ou du directeur de l'aide à la jeunesse est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

**Art. 13.** Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

---

### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41553]

**15 MEI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor het raadplegen en uitreiken van afschriften van de documenten uit het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikel 27, eerste en vierde lid, en artikel 44, eerste en vierde lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de nadere regels voor het raadplegen van afschriften van de documenten uit het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming;

Gelet op de "gendertest", op 30 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 7 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 januari 2019;

Gelet op het advies nr. 177 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, verleend op 25 maart 2019;

Gelet op het overleg bepaald in het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het overleg tussen Franstaligen inzake gezondheidsbeleid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die in deze aangelegenheden toepasselijk zijn;

Gelet op het advies nr. 65.922/2 van de Raad van State, op 6 mei 2019 verleend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het kind, zijn gezin en degenen onder zijn familieleden die door de maatregel worden getroffen, alsook zijn advocaat, in beginsel, alle documenten kunnen raadplegen die zich bevinden in het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming (artikel 27, eerste lid, en artikel 44, eerste lid, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming);

Overwegende evenwel dat de adviseur en de directeur kunnen weigeren één of meer documenten uit het dossier te raadplegen of mee te delen indien het belang van het kind dit vereist (artikel 27, tweede lid, en artikel 44, tweede lid, van voormeld decreet);

Overwegende dat de leden van het gezin van het kind, enerzijds, de personen zijn met wie het kind een afstammingsband heeft, d.w.z. zijn ouders en grootouders, en, anderzijds, de voogd en de plaatsvervangend voogd (artikel 2, 16<sup>o</sup>, van voormeld decreet);

Overwegende dat de leefgenoten personen zijn met wie het kind affectieve of sociale banden heeft, zoals bepaald door de adviseur of directeur, in overleg met het kind, en dat de gezinsverzorgers zonder uitzondering leefgenoten zijn (artikel 2, 15<sup>o</sup>, van voormeld decreet);

Overwegende dat de adviseur, de directeur of de daartoe afgevaardigde ambtenaar van hun gedelegeerde dienst de aanvrager bij de mededeling van de documenten de nodige toelichtingen en opmerkingen verstrekkt en er in het bijzonder op toeziet dat het kind dat de documenten in zijn dossier raadplegt, passende ondersteuning krijgt, rekening houdend met de mate van rijpheid van het kind en de informatie in zijn dossier (artikel 27, derde lid, en artikel 44, derde lid, van het decreet);

Overwegende dat de advocaat van het kind alle documenten in het dossier van de adviseur of de directeur kan raadplegen, met uitzondering van de door de gerechtelijke overheid meegedeelde documenten die als "vertrouwelijk" zijn aangemerkt; dat, zoals de Raad van State in zijn advies over het ontwerpbesluit opmerkt, de weigering om bepaalde documenten in het dossier te raadplegen "ondenkbaar is wanneer deze weigering betrekking heeft op de advocaat van het kind zelf";

Dat de Regering van plan is de praktische voorwaarden voor de toegang tot het dossier van de adviseur en de directeur te versoepelen;

Overwegende evenwel dat de adviseur of de directeur, inzonderheid wat betreft de verzoeken van personen die hulpverlening of bescherming genieten, in het bijzonder het verzoek van het kind zelf en de verzoeken van andere advocaten dan die van het kind, de tijd moet krijgen om het verzoek te onderzoeken teneinde na te gaan of het belang van het kind niet vereist dat de raadpleging van bepaalde documenten geweigerd wordt, en, in het geval van een verzoek van een familielid, om na te gaan of hij daadwerkelijk door de maatregel wordt getroffen;

Overwegende dat, overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van administratieve handelingen, de beslissing van de adviseur of directeur om de raadpleging van één of meer documenten in het dossier te weigeren, schriftelijk moet worden verantwoord;

Overwegende dat het kind, zijn gezin en degenen uit zijn gezin die door de maatregel worden getroffen, alsmede hun advocaat, een kosteloos afschrift kunnen krijgen van de documenten die zij raadplegen (artikel 27, vierde lid, en artikel 44, vierde lid, van het decreet);

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK 1. — Bepalingen die van toepassing zijn op het kind, zijn gezin en degenen uit zijn gezin die door de maatregel getroffen worden*

*Afdeling 1. — Raadpleging van het dossier van de adviseur en de directeur*

**Artikel 1.** Het kind, het gezinslid of de leefgenoot waarop de maatregel betrekking heeft en dat (die) de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur wenst te raadplegen, dient een verzoek in bij de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de dienst voor jeugdbescherming, per post of e-mail, per telefoon of persoonlijk bij de receptie van de dienst.

Indien de aanvrager ook afschriften wenst te ontvangen van de documenten die hij heeft geraadpleegd, kan hij dit in hetzelfde verzoek vermelden.

Wanneer het verzoek persoonlijk bij de receptie wordt ingediend, wordt het getranscribeerd op een standaardformulier, waarvan onmiddellijk een kopie aan de aanvrager wordt overhandigd.

Wanneer het verzoek telefonisch wordt gedaan, wordt het omgezet op een standaardformulier, waarvan een kopie de werkdag volgend op het verzoek aan de aanvrager wordt toegezonden.

Het verzoek wordt in een register geregistreerd.

**Art. 2.** Binnen drie werkdagen na het verzoek neemt de dienst contact op met de aanvrager om de plaats, de datum en het tijdstip van de raadpleging van het dossier overeen te komen.

De in het eerste lid bedoelde praktische regelingen worden, afhankelijk van de door de aanvrager gekozen middelen, schriftelijk aan hem bevestigd.

Het dossier wordt binnen zeven werkdagen na het verzoek geraadpleegd.

Er wordt rekening gehouden met de dringendheid, mits dit in het verzoek met redenen omkleed is en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen.

Bij de raadpleging van het dossier wordt de verzoeker vergezeld door de adviseur of de directeur of door het door hem aangewezen personeelslid, bij voorkeur het personeelslid dat voor de toestand bevoegd is.

**Art. 3.** Wanneer het kind dat om raadpleging van zijn dossier verzoekt door een advocaat wordt bijgestaan, stelt de dienst het kind in kennis van de mogelijkheid dat het zich tijdens de raadpleging door zijn advocaat laat vergezellen en stelt hij de advocaat in kennis van het verzoek om raadpleging.

**Art. 4.** Wanneer de adviseur of de directeur beslist om de toegang tot één of meer documenten in het dossier te weigeren, wordt zijn beslissing aan de verzoeker meegedeeld en aan het begin van de raadpleging van het dossier toegelicht.

Indien de verzoeker aan wie de toegang tot een of meer documenten van het dossier wordt geweigerd door een advocaat wordt bijgestaan, wordt een afschrift van de beslissing aan de advocaat toegezonden.

*Afdeling 2. — Uitgifte van afschriften van documenten uit het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 5.** Het kind, het lid van zijn gezin of het gezinslid waarop de maatregel betrekking heeft, kan overeenkomstig artikel 1, lid 2, of bij de raadpleging van het dossier om afschriften van documenten uit het dossier verzoeken.

**Art. 6.** Afschriften van de gevraagde documenten worden, voor zover mogelijk, na afloop van de raadpleging van het dossier persoonlijk aan de aanvrager verstrekt.

Indien dit niet het geval is, worden binnen twee werkdagen na raadpleging van het dossier afschriften van de documenten naar keuze van de verzoeker per post of per e-mail aan hem toegezonden.

*HOOFDSTUK 2. — Bepalingen van toepassing op de advocaat*

*Afdeling 1. — Raadpleging van het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 7.** De advocaat van het kind kan het dossier van de adviseur of directeur raadplegen door zich persoonlijk tot de receptie van de dienst te wenden, zonder voorafgaand verzoek.

**Art. 8.** De advocaat van een gezinslid van het kind of een gezinslid waarop de maatregel betrekking heeft en die van de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur wenst kennis te nemen, dient een verzoek in overeenkomstig artikel 1.

De advocaat kan het dossier ter plaatse raadplegen vanaf de zesde werkdag na het verzoek.

Wanneer de adviseur of de directeur beslist de toegang tot een of meer documenten in het dossier te weigeren, wordt zijn beslissing binnen vijf werkdagen na het verzoek aan de advocaat meegedeeld.

Indien de advocaat zich in zijn verzoek om raadpleging op spoedeisendheid beroept en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen, kan hij het dossier ter plaatse raadplegen vanaf de derde werkdag na het verzoek en wordt de in lid 3 bedoelde weigeringsbeslissing binnen twee werkdagen hem ter kennis gebracht.

*Afdeling 2. — Uitgifte van afschriften van documenten uit het dossier van de adviseur en de directeur*

**Art. 9.** De advocaat van het kind kan bij de raadpleging van het dossier ter plaatse, per post of per e-mail om een kopie van de documenten in het dossier verzoeken.

De door de advocaat gevraagde afschriften worden hem persoonlijk overhandigd bij de raadpleging van het dossier ter plaatse of per e-mail, uiterlijk op de werkdag volgend op het verzoek.

De advocaat mag de documenten ook met zijn eigen reproductiemiddelen kopiëren.

**Art. 10. § 1.** De advocaat van een familielid van het kind of van een familielid dat door de maatregel wordt getroffen, kan om een afschrift van de documenten in het dossier verzoeken:

1° in zijn verzoek om het dossier overeenkomstig artikel 1, tweede lid, te raadplegen;

2° op het moment dat het dossier wordt geraadpleegd;

3° per e-mail, ongeacht een verzoek om het dossier te raadplegen.

§ 2. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 1, 1° en 2° worden de door de advocaat gevraagde afschriften bij de raadpleging van het dossier ter plaatse of per e-mail uiterlijk op de werkdag volgend op het verzoek aan hem overhandigd.

De advocaat mag de documenten ook met zijn eigen reproductiemiddelen kopiëren.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 3°, worden de door de advocaat gevraagde afschriften binnen vijf werkdagen na het verzoek per e-mail aan hem toegezonden.

Indien de advocaat zich in zijn verzoek om documenten beroept op spoedeisendheid en de aangevoerde redenen dit rechtvaardigen, worden de gevraagde afschriften binnen twee werkdagen aan hem toegezonden.

Wanneer de adviseur of de directeur beslist te weigeren een of meer documenten uit het dossier mee te delen, wordt zijn beslissing binnen dezelfde termijn aan de advocaat meegedeeld.

*HOOFDSTUK 3. — Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 11.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juli 1998 tot vaststelling van de procedures voor de raadpleging van de documenten in het dossier van de adviseur of de directeur van de hulpverlening aan de jeugd, wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking.

**Art. 13.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, de Justitieuizen, Sport en de Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41649]

**15 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, articles 7, 16, § 1<sup>er</sup>, et 50;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 2014 relatif aux fonctions, titres de capacité et barèmes portant exécution des articles 7, 16, 50 et 263 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2019;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale des titres de capacité du 22 juin 2016;

Vu le protocole de négociation du 25 avril 2019 du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;